

© Le Temps; 13.04.2005

opinions

Markus Haller, professeur au Collège de Candolle, à Genève, estime que la responsabilité de l'Etat ne garantit pas une éducation scolaire de qualité et que le privé n'est pas inégalitaire.

En réalité, l'Etat est un mauvais gestionnaire de l'école et tend à négliger ses véritables tâches

Markus Haller, Professeur au Collège de Candolle, à Genève

En matière de politique scolaire, la gauche, la droite et l'administration sont d'accord sur deux points. Premièrement, l'école doit être gérée par l'Etat. Deuxièmement, tous les établissements doivent être gérés selon les mêmes règles. Les parties divergent, comme on le sait, lorsqu'il s'agit de définir ces règles, par exemple en ce qui concerne le rôle des notes, la durée du tronc commun, les programmes, les normes de promotion, etc. Mais au-delà de tous leurs désaccords, les adversaires s'unissent dans la grande coalition des amoureux de l'Etat.

Les amoureux de l'Etat aiment se présenter comme défenseurs d'une éducation scolaire de qualité. En réalité, et non seulement à Genève, les gouvernements sont de mauvais gestionnaires des écoles. Ils ont tendance à négliger leur véritable tâche – créer des conditions qui favorisent l'apprentissage – et à s'occuper des choses qui ne les regardent pas – dicter aux écoles des choix pédagogiques. Ce constat avait déjà conduit les penseurs classiques du libéralisme et de l'anarchisme à rejeter les écoles étatiques – c'est-à-dire les écoles gérées par le gouvernement. Ils revendiquaient des écoles libres de tout dirigisme étatique et librement choisies par les parents des élèves.

Leurs raisons étaient simples: les besoins et les aspirations des élèves sont différents, les élèves (ou leurs parents) connaissent au mieux leurs besoins et leurs aspirations, les écoles qui peuvent s'organiser librement en fonction des besoins des élèves et qui sont financées par les parents offrent un meilleur enseignement.

Est-il vrai que les élèves apprennent normalement davantage dans les écoles privées ou autonomes? Une foule d'études le suggère. Le contraire serait étonnant, en effet: pourquoi les parents payeraient-ils pour une école moins bonne que celle que l'on peut avoir gratuitement? Les parents du Québec semblent être particulièrement mécontents de l'enseignement dans les écoles étatiques – depuis 1999, les inscriptions dans les écoles privées ont augmenté de 11%, tandis que les inscriptions dans les écoles étatiques ont régressé de 4% (National Post, 12 novembre 2004). Cela n'est pas étonnant compte tenu des résultats des élèves dans les deux types d'écoles. En effet, les Québécois peuvent s'informer grâce à un rapport comparatif annuel à propos du succès pédagogique des écoles. Selon sa dernière édition, 86 des 100 meilleures écoles du secondaire au Québec sont privées. Or, peu de parents peuvent payer une école privée.

Le succès des écoles non étatiques est-il simplement le reflet des avantages socio-économiques des parents capables de payer les frais d'écolage? L'expérience des chèques scolaires dans différents pays suggère que non. Si les parents à revenu modeste reçoivent un chèque qui leur permet d'inscrire leurs enfants à l'école privée de leur choix ou, en effet, à une école publique autonome («charter school») de leur choix, alors les écoles plébiscitées par ces parents ont clairement de meilleurs résultats que les écoles étatiques. Si l'on y réfléchit un peu, ce n'est pas étonnant non plus. Si, premièrement, les écoles reçoivent l'argent des parents qui les ont choisies pour leurs enfants; si, deuxièmement, les parents choisissent les écoles qui offrent l'enseignement qui correspond au mieux aux besoins et aux aspirations de leurs enfants; et si, finalement, ces écoles sont en compétition les unes avec les autres, alors on peut s'attendre à ce que les mauvaises écoles disparaissent et à ce qu'une variété d'écoles de qualité prospèrent.

Les amoureux de l'Etat n'apprécient guère l'idée que le gouvernement puisse se contenter d'administrer des chèques scolaires et d'organiser des tests qui permettent de connaître et de comparer le succès académique des écoles. Les uns craignent l'élitisme et l'inégalité. Les autres craignent la disparition de la formation humaniste au profit d'une instruction purement technique. Ces craintes sont infondées. Le libre choix de l'école amoindrit la ségrégation due aux districts scolaires; c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les minorités raciales aux Etats-Unis approuvent souvent le choix des écoles autonomes ou privées. En outre, la variété des écoles non étatiques garantit mieux qu'une bureaucratie étatique la formation humaniste.

Deux raisons expliquent cela. D'abord, les parents souhaitent généralement que leurs enfants apprennent à développer des talents multiples qui leur permettront de s'épanouir – et ils choisiront les écoles en conséquence. Et chaque pédagogue éclairé sait que l'exercice régulier du sens de l'histoire, de l'imagination littéraire et artistique et de l'esprit critique est nécessaire pour un enseignement réussi dans quelque branche que ce soit.

Les amoureux de l'Etat sont souvent plein de bonnes intentions. Ils aiment l'Etat parce qu'ils sont préoccupés d'une bonne éducation et parce qu'ils croient que l'Etat en est le meilleur garant. Ils se trompent. Adam Smith, Wilhelm von Humboldt et Benjamin Constant le savaient aussi bien que William Godwin, Pierre-Joseph Proudhon et Michael Bakounine.

www.swissdox.ch · E-Mail: contact@swissdox.ch